

Cohésion nationale

La cohésion d'un pays où l'on parle 4 langues, où les montagnes fractionnent le territoire; certes quand on les escalade, on voit très loin, mais quand on reste dans nos vallées, l'horizon est plus limité - ne va pas de soi, et on peut toujours rechercher d'autres motifs de confrontation : des espaces ruraux côtoient des métropoles transfrontalières, et j'en passe.

Le fonctionnement de la Suisse est basé sur des équilibres subtils, il s'apparente à un mouvement d'horlogerie. La cohésion d'un tel ensemble nécessite l'effort de tous; majoritaires comme minoritaires, et en Suisse on a toujours de bonnes raisons de se retrouver minoritaire.

Les cantons bilingues, et donc les régions qui les composent, ont à ce sujet une responsabilité particulière, et il serait fatal pour notre pays de se retrouver dans une situation à la Belge, où les découpages politique coïncident exactement avec les découpages linguistiques. Certes, le bilinguisme demande des efforts, certains trouvent qu'il coûte cher, mais a-t-on conscience de l'enrichissement qu'il représente ? des possibilités d'ouverture sur les grandes cultures européennes ?

C'est cela qui est en jeu lors de la votation de novembre prochain. On veut nous faire croire qu'il faut voter pour débattre, mais débattre de quoi ? C'est un peu comme si on nous propose de discuter de la couleur de la voiture, sans se demander si nous avons besoin d'une voiture, ni si nous avons les moyens de nous la payer.

Le débat, c'est maintenant

Voulons-nous vivre dans un canton bilingue, avec à nos côtés une ville de Bienne également bilingue ? ou ferons-nous le choix du repli identitaire, de nous retrouver "entre nous" dans un bac à sable ?

Voulons-nous aller de l'avant et nous consacrer aux vraies questions et à l'avenir de notre région ? Ou ergoter pendant des années sur nos structures administratives ?

Ce serait une illusion de croire que le vote du 24 novembre n'aurait pas d'enjeux : que ce serait juste l'occasion de faire une constitution, et ensuite il serait assez tôt de se retirer.

Le vote du 24 novembre sera un signal très clair à l'intention de l'extérieur : on n'a jamais vu que l'on rédige une constitution et qu'ensuite on fasse un Etat autour. Ceux qui propagent de tels discours s'imaginent probablement que pour faire un macaroni, on prend un trou et on y met de la pâte autour.

L'Assemblée interjurassienne a elle-même défini deux voies pour résoudre la question jurassienne. Le maintien du Jura bernois dans le canton de Berne dans le cadre du statu quo + est une de ces deux voies, celle que nous voulons.

Pourquoi devrions-nous renoncer maintenant au bilinguisme alors que le Jura déploie tant d'efforts pour le développer et se rapprocher de Bâle ?

La Suisse a affirmé sa cohésion en raison des appartenances multiple de ses habitants, et que les lignes de démarcation ne suivent pas toutes les frontières linguistiques. Le Jura bernois peut et doit être à la fois la composante d'un canton de Berne bilingue et de l'Arc jurassien franco suisse.

Il doit faire le choix de l'ouverture, et de choix passe par le maintien dans le canton de Berne, et par l'utilisation des possibilités de son statut. Une frontière au Taubenloch nous privera de

toute influence sur nos voisins, et compliquera forcément les relations avec le seul centre urbain qui se situe dans le même canton.

En conclusion, l'enjeu de la votation future dépasse largement la région. La perte du bilinguisme bernois affaiblirait fortement la Suisse occidentale, et compromettrait l'équilibre du pays. Au moment où les petits cantons ont pour différentes raisons mauvaise presse, ce n'est pas le moment du repli.

F. Daetwyler